

Dieu n'est vraiment pas un paysan !

Depuis quelques mois, le paysan Burundais vit dans la tourmente. « Dieu nous a maudit répètent -ils sans répit ». Les désarroi se succèdent à un rythme qui s'accélère et dont nous nous faisons régulièrement l'écho sur le site d'ADIP : www.adip-burundi.org: la maladie du Rift des ruminants, maladie inconnue du maracuja, une épidémie inconnue des porcs, les engrais quasi introuvables et/ou qui arrivent trop tard, la sécheresse prolongée ou des pluies éclair qui en lieu et place de l'eau vivifiante déversent des flocons de grêle qui viennent achever les quelques plantes qui tentent de résister, la pourriture des graines stockées par l'ANAGESSA et j'arrête pour conjurer le mauvais sort...

Face à la sécheresse prolongée, des veillées de prière ont été organisées dans certaines Eglises à l'initiative des pasteurs, des prêtres et/ou des autorités administratives. Et comme elles peinent à être entendues, j'ai suggéré sur les réseaux sociaux de regrouper tous les aînés des collines et quartiers dans une séance de supplication du Dieu de nos ancêtres dans une pratique que vous connaissez mieux que moi ! Le succès, n'aurait sans doute pas été meilleur.

Le Pouvoir a été évidemment trop vite dénoncé en particulier pour les maladies des animaux, les engrais et même la sécheresse, dans un processus malhonnête de récupération politique, surtout que le Gouvernement avait proclamé 2022, l'année agricole et consenti des efforts budgétaires supplémentaires non négligeables (80 milliards de francs !).

Nous pensons et faisons tous comme si nous sommes innocents des maux qui nous arrivent et sommes à la recherche de boucs émissaires faciles, un peu comme du temps des animaux malades de la peste de la Fontaine !

La question des engrais

L'entreprise FOMI est accusée de tous les maux, à tort ou à raison sans que je ne sois en mesure d'en juger. Au début de la guerre en Ukraine, j'ai écrit sur notre site, puis diffusé sur les réseaux sociaux un article intitulé : "Guerre en Ukraine, et si le Burundi était menacé de famine ! (<https://adip-burundi.org/et-si-le-burundi-etait-expose-a-une-famine-imminente/>). Bien des gens se sont simplement moqués de moi en rétorquant que le Burundi n'est pas le Sahel et ne court aucun risque.

Sans nous décourager, nous avons organisé avec quelques autres ONG burundaises (ADISCO, UHACOM, OAP et ADIP bien sûr) un atelier de réflexion sur la question et le Ministère en charge de l'agriculture n'a pas daigné y assister. Heureusement que des parlementaires, des cadres de la Présidence de la République et de la coopération internationale nous ont rejoint dans une discussion très nourrie qui a aboutie à des recommandations importantes (<https://adip-burundi.org/rapport-de-latelier-de-reflexion-sur-leventualite-dune-crise-alimentaire-a-la-suite-de-la-guerre-en-ukraine-2/>)

La population Burundaise est furieuse contre FOMI, l'entreprise qui détient le monopole du coating (enrobage) et de la distribution des engrais et de nouvelles usines se construisent pour chercher à pallier les insuffisances de FOMI. Si la fin d'un monopole est une bonne chose, le diagnostic posé risque de s'avérer erroné.

La question des engrais ne se pose pas seulement au Burundi, mais dans toute l'Afrique et même dans le monde entier. En effet, depuis la guerre en Ukraine, les prix des engrais ont été multipliés au moins par trois. Le pays doit donc débloquer trois fois plus de devises déjà si rares pour acheter des engrais. Ce n'est pas facile par les temps qui courent.

Et pour tout compliquer. Les pays riches ont pratiquement bloqué pour leurs agriculteurs la quasi-totalité de la production mondiale des engrais sur les trois prochaines années- exactement comme ils

l'ont fait pour les vaccins du COVID une année plus tôt. Il est devenu très difficile de s'approvisionner en engrais sur le marché international.

Les incantations n'y peuvent rien et l'urgence est de transformer cette menace en opportunité en concentrant des investissements faciles à réaliser sur la production agroécologique.

Les projets PRAGRECOL (Promotion de pratiques agroécologiques) d'ADISCO financé par Oxfam Allemagne et la BMZ et PAFOP (Promotion de l'agroécologie par la formation et le plaidoyer des organisations paysannes) de l'UHACOM et financé par l'IRED et la FGC ont développé des itinéraires à la fois simples et efficaces qui ont déjà séduit les paysans et l'administration locale. Plus de 50% des bénéficiaires de ces projets ont considérablement réduit leurs commandes d'engrais chimiques et près de 10% les ont définitivement abandonnés. Les pesticides chimiques de synthèse ont été également remplacés par des produits naturels. Les solutions existent donc et il suffit de les valoriser et ce d'autant plus que la production bio et agroécologique présentent de nombreux avantages sur la santé, l'environnement, le développement social, voire le prix.

L'excellent manuel "*pratiques agroécologiques dans la région des grands lacs*" que ces organisations viennent de publier décrit de manière méthodique, à force de dessins, photos et témoignages les itinéraires les mieux éprouvés.

Monocultures et hybrides

L'autre aberration à laquelle le pays doit faire face est l'importation des hybrides de maïs en particulier de la variété PANAR Sud-Africaine. Son apparence est certes très tentante, mais, il n'y a aucune preuve qu'elle soit économiquement plus rentable que les variétés sélectionnées par l'ISABU. Elle exige au moins 30% d'engrais en plus et beaucoup plus d'eau. Il s'agit d'une variété tardive avec un risque élevé que le cycle végétatif tombe au cours d'une période sèche. Le pays court et fait courir aux paysans un risque trop élevé pourtant facile à éviter. Ce n'est certainement pas le choix à privilégier en cette période du changement climatique et de la rareté des devises.

Est-ce que les conseillers agricoles de notre pays savent que les gènes du PANAR vont coloniser nos terroirs et éliminer l'immense biodiversité du maïs local plus apte à résister aux chocs ?

Face à la situation difficile que risque de connaître le pays¹, nous devrions tous nous mobiliser pour éviter la famine à notre pays.

La piste est de revenir à une agriculture intégrée et diversifiée et abandonner les monocultures de maïs et de riz qui certes peuvent procurer quelques sous, mais restent la principale cause de la malnutrition qui sévit à grande échelle dans notre pays. Les conséquences de la malnutrition sont graves pour un peuple... Décadence mentale et sexuelle et comme l'écrit si poétiquement Michel Kayoya, génère "*des cerveaux rebelles aux mathématiques*". Je laisse à chacun le choix ou non de faire le lien entre la grave faiblesse actuelle de nos enfants en mathématiques et la malnutrition. La tentation reste très forte.

Heureusement les paysans ne sont pas idiots et continuent à opposer une résistance farouche aux monocultures dans les bas-fonds pour y installer une diversité incommensurable de féculents et de légumes. Jetez un coup d'œil sur cette photo d'un bas fond qui permettra de nourrir les ménages de manière quasi continue de juillet à février, le temps que les cultures de la grande saison arrivent à maturité. Il faudra attendre décembre dans le meilleur des cas pour que la monoculture de maïs arrive

¹ Il faudrait prier aujourd'hui pour que la petite saison sèche de mi-décembre à mi-février soit la plus réduite possible. Les voies de Dieu étant insondables !

à maturité. La patate douce y joue un rôle prépondérant avec sa capacité de se récolter très progressivement. Il ne manque pas d'apprentis-sorciers agronomes pour leur proposer de la pomme de terre à la place, soit disant pour générer plus de revenus. Les études économiques sont unanimes : la patate douce reste le produit agricole le plus commercialisé dans notre pays. Qui ignore qu'à Bujumbura, le prix de la patate douce dépasse régulièrement celui de la pomme de terre? Et dire que le premier n'exige aucun engrais, aucun pesticide. Juste parfois et ce n'est pas obligatoire, un peu de fumier de ferme ou de compost.



Cessons d'avoir une mémoire courte. Notre pays a été longuement confronté à des famines récurrentes (ibigoyi) à l'époque précoloniale et coloniale. C'est l'introduction de la patate douce dans les bas-fonds et la colocase sur les versants des collines qui ont permis de mettre fin à ces drames. Les jeunes agronomes voudraient-ils nous faire revivre ces catastrophes ?

En 2009, Mamadou Cissokho, sans doute le meilleur leader paysan Africain et profondément croyant, a écrit un magnifique livre intitulé "Dieu n'est pas un paysan"² qui se termine ainsi : *"Malgré les limites de notre volonté humaine face à nos responsabilités et destins, nous sommes forts de ce message divin : Unissons-nous sincèrement pour vous accorder sur les vœux que vous souhaiteriez réaliser et Dieu vous assistera . Nous souhaitons à travers ces ligne , rappeler que Dieu, commun à nous tous-qui nous a créés comme tous les autres humains - n'est pas un paysan. Nous savons que l'Homme est le remède de l'homme, ceci par la grâce de Dieu"*.

Oui Dieu n'est vraiment pas un paysan, et certainement pas burundais et ce n'est pas à force de neuvaines et d'incantations qu'il sauvera notre pays de la famine et de la malnutrition, mais dans sa

² Mamadou Cissokho, 2009, GRAD, Présence Africaine

bonté et miséricorde bénira nos efforts concertés et non décrets pour définir une politique agricole souveraine dont le pays a tant besoin.

Bujumbura, le 11 novembre 2022

Deo gratias NIYONKURU

Secrétaire Général de l'Association pour la dignité paysanne (ADIP)

www.adip-burundi.org